



Maître d'ouvrage
Commune de SAINT POL DE LEON
Département du Finistère

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme



Dossier d'enquête publique
Présentation et récapitulatif des pièces



B. LEOPOLD – Architecte DPLG et Urbaniste
15, Place des Otages – 29600 MORLAIX
Tél : 02.98.63.56.50 – Fax : 02.98.88.79.96
leopold.archi@wanadoo.fr



A et T OUEST – Géomètres Expert
Parc du Launay - 29600 SAINT MARTIN DES CHAMPS
Tél : 02.98.88.97.80 – Fax : 02.98.88.97.81
morlaix@at-ouest.com

Sommaire

1 – TEXTE REGISSANT LA COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE	3
2 – PRINCIPAUX TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE	4
3 – FACON DONT L'ENQUETE S'INSERE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE	17
4 – LE CONTENU DU DOCUMENT SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE	18
5 – LE BILAN DE LA CONCERTATION	19

1 – TEXE REGISSANT LA COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

La composition du dossier d'enquête publique est définie par l'article R.123-8 du code de l'environnement qui précise que « le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement visée au I de [l'article L. 122-1](#) ou au IV de [l'article L. 122-4](#), ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à [l'article L. 121-12](#) du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux [articles L. 121-8 à L. 121-15](#), ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de [l'article L. 214-3](#), des articles [L. 341-10](#) et [L. 411-2 \(4°\)](#) du code de l'environnement, ou des [articles L. 311-1](#) et [L. 312-1](#) du code forestier.

2 – PRINCIPAUX TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1 – La partie législative

Les textes relèvent des codes de l'environnement et de l'urbanisme.

⇒ **Article L.123-10 du code de l'urbanisme**

- *Le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de [l'article L. 123-6](#), le maire. Le dossier soumis à l'enquête comprend, en annexe, les avis recueillis en application des [articles L. 121-5](#), [L. 123-8](#), [L. 123-9](#), et, le cas échéant, du premier alinéa de l'article L. 123-6.*

⇒ **Article L.123-1 du code de l'environnement**

- *L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article [L. 123-2](#). Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.*

⇒ **Article L.123-2 du code de l'environnement**

- *I. — Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :*
 - *1° Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article [L. 122-1](#) à l'exception :*
 - *— des projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;*
 - *— des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;*
 - *2° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à une évaluation environnementale en application des articles [L. 122-4](#) à [L. 122-11](#) du présent code, ou des articles [L. 121-10](#) à [L. 121-15](#) du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;*
 - *3° Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;*
 - *4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.*
- *II. — Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.*
- *III. — Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.*
- *III bis.-Sont exclus du champ d'application du présent chapitre afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :*
 - *1° Les installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ainsi que, le cas échéant, les plans de prévention des risques technologiques relatifs à ces installations ;*
 - *2° Les installations et activités nucléaires intéressant la défense mentionnées à [l'article L. 1333-15](#) du code de la défense, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par décret en Conseil d'Etat s'agissant des autorisations de rejets d'effluents ;*
 - *3° Les aménagements, ouvrages ou travaux protégés par le secret de la défense nationale ;*
 - *4° Les aménagements, ouvrages ou travaux intéressant la défense nationale déterminés par décret en Conseil d'Etat, ainsi que l'approbation, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme portant exclusivement sur l'un d'eux.*

- V. — La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
 - V.-L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.
- ⇒ **Article L.123-3 du code de l'environnement**
- L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.
 - Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.
- ⇒ **Article L.123-4 du code de l'environnement**
- Dans chaque département, une commission présidée par le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue établit une liste d'aptitude des commissaires enquêteurs. Cette liste est rendue publique et fait l'objet d'au moins une révision annuelle. Peut être radié de cette liste tout commissaire enquêteur ayant manqué aux obligations définies à l'article [L. 123-15](#).
 - L'enquête est conduite, selon la nature et l'importance des opérations, par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête choisi par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin parmi les personnes figurant sur les listes d'aptitude. Son choix n'est pas limité aux listes des départements faisant partie du ressort du tribunal. Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui nomme un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête.
- ⇒ **Article L.123-5 du code de l'environnement**
- Ne peuvent être désignées commissaire enquêteur ou membre de la commission d'enquête les personnes intéressées au projet à titre personnel ou en raison de leurs fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.
 - Les dispositions du premier alinéa peuvent être étendues, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, à des personnes qui ont occupé ces fonctions.
- ⇒ **Article L.123-6 du code de l'environnement**
- I. — Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article [L. 123-2](#), il peut être procédé à une enquête unique régie par le présent chapitre, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.
 - Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.
 - Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.
 - II. — En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée.
- ⇒ **Article L.123-7 du code de l'environnement**
- Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat, membre de la Communauté européenne ou partie à la convention du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière signée à Espoo, les renseignements permettant l'information et la participation du public sont transmis aux autorités de cet Etat, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises. Les autorités de l'Etat intéressé sont invitées à participer à l'enquête publique prévue à l'article [L. 123-1](#) ou à la procédure de mise à disposition du public prévue à l'article [L. 122-1-1](#).
- ⇒ **Article L.123-8 du code de l'environnement**
- Lorsqu'un projet de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptible d'avoir en France des incidences notables sur l'environnement est transmis pour avis aux autorités françaises par un Etat, le public est consulté par une enquête publique réalisée conformément au présent chapitre. L'enquête publique est ouverte et organisée par arrêté du préfet du département concerné. Après la clôture de l'enquête, le préfet transmet son avis aux autorités de l'Etat sur le territoire duquel est situé le projet. Cet avis est accompagné du rapport et de

l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. La décision prise par l'autorité compétente de l'Etat sur le territoire duquel le projet est situé est mise à disposition du public à la préfecture du ou des départements dans lesquels l'enquête a été organisée.

⇒ **Article L.123-9 du code de l'environnement**

- *La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à trente jours. Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de trente jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.*

⇒ **Article L.123-10 du code de l'environnement**

- *I. — Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public :*
 - *— de l'objet de l'enquête ;*
 - *— de la ou des décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;*
 - *— du nom et des qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, de la date d'ouverture, du lieu de l'enquête, de sa durée et de ses modalités ;*
 - *— de l'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;*
 - *— lorsqu'il a été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles [L. 122-1](#) et [L. 122-7](#) du présent code ou à l'article [L. 121-12](#) du code de l'urbanisme, et le lieu où il peut être consulté.*
- *II. — L'information du public est assurée par tous moyens appropriés, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, notamment par voie d'affichage sur les lieux concernés par l'enquête, par voie de publication locale ou par voie électronique.*
- *Un décret détermine les projets, plans ou programmes qui font obligatoirement l'objet d'une communication au public par voie électronique, comprenant non seulement les éléments indiqués au I mais également, selon les cas, l'évaluation environnementale et son résumé non technique, l'étude d'impact et son résumé non technique ou, à défaut, le dossier d'informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête publique ainsi que, lorsqu'ils sont rendus obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur les projets, plans ou programmes. Ce décret permet, dans un premier temps, une expérimentation sur une liste limitée de projets, plans ou programmes ; cette liste pourra être étendue en fonction du résultat de cette expérimentation.*
- *La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.*

⇒ **Article L.123-11 du code de l'environnement**

- *Nonobstant les dispositions du titre Ier de la [loi n° 78-753 du 17 juillet 1978](#) portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.*

⇒ **Article L.123-12 du code de l'environnement**

- *Le dossier d'enquête publique comprend, outre l'étude d'impact ou l'évaluation environnementale, lorsqu'elle est requise, les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme. Il comprend également une note de présentation non technique, dans la mesure où ces éléments ne figurent pas déjà au dossier requis au titre de la réglementation spécifique du projet.*
- *Si le projet a fait l'objet d'une procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-8](#) à [L. 121-15](#), d'une concertation telle que définie à l'article [L. 121-16](#), ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision, le dossier comporte le bilan de cette procédure. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.*

⇒ **Article L.123-13 du code de l'environnement**

- *I. — Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions. Dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, la participation du public peut s'effectuer par voie électronique.*

- II. — Pendant l'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'enquête publique à la demande de ce dernier. Il peut en outre :
 - — recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
 - — visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
 - — entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
 - — organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.
 - A la demande du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut désigner un expert chargé d'assister le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête. Le coût de cette expertise est à la charge du responsable du projet.

⇒ **Article L.123-14 du code de l'environnement**

- I. — Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article [L. 123-2](#) estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.
- Pendant ce délai, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport environnemental intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue, selon les cas, aux articles [L. 122-1](#) et [L. 122-7](#) du présent code et à l'article [L. 121-12](#) du code de l'urbanisme. A l'issue de ce délai et après que le public a été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article [L. 123-10](#) du présent code, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.
- II. — Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la personne responsable du projet, plan ou programme visé au I de l'article L. 123-2 peut, si elle estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander à l'autorité organisatrice d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification.
- Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.
- Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet, plan ou programme, accompagné de l'étude d'impact ou du rapport environnemental intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement prévue, selon les cas, aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code et à l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme.

⇒ **Article L.123-15 du code de l'environnement**

- Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.
- Le rapport doit faire état des contre-propositions qui ont été produites durant l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.
- Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics.
- Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête restée infructueuse, demander au président du tribunal administratif ou au conseiller qu'il délègue de dessaisir le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête et de lui substituer son suppléant, un nouveau commissaire enquêteur ou une nouvelle commission d'enquête ; celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

- Le nouveau commissaire enquêteur ou la nouvelle commission d'enquête peut faire usage des prérogatives prévues par l'article [L. 123-13](#).
- ⇒ **Article L.123-16 du code de l'environnement**
 - Le juge administratif des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision prise après des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, fait droit à cette demande si elle comporte un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de celle-ci.
 - Il fait également droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que l'enquête publique requise par le présent chapitre ait eu lieu.
 - L'alinéa précédent s'applique dans les mêmes conditions en cas d'absence de mise à disposition du public de l'évaluation environnementale ou de l'étude d'impact et des documents visés aux articles [L. 122-1-1](#) et [L. 122-8](#).
 - Tout projet d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale ayant donné lieu à des conclusions défavorables du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête doit faire l'objet d'une délibération motivée réitérant la demande d'autorisation ou de déclaration d'utilité publique de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement de coopération concerné.
- ⇒ **Article L.123-17 du code de l'environnement**
 - Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.
- ⇒ **Article L.123-18 du code de l'environnement**
 - Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.
 - Dès la nomination du ou des commissaires enquêteurs, le responsable du projet verse une provision, dont le montant et le délai de versement sont fixés par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet.
- ⇒ **Article L.123-19 du code de l'environnement**
 - Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

2.2 – La partie règlementaire

- ⇒ **Article R.123-1 du code de l'environnement**
 - I.-Pour l'application du 1° du I de l'[article L. 123-2](#), font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis de façon systématique à la réalisation d'une étude d'impact en application des II et III de l'[article R. 122-2](#) et ceux qui, à l'issue de l'examen au cas par cas prévu au même article, sont soumis à la réalisation d'une telle étude.
 - II.-Ne sont toutefois pas soumis à l'obligation d'une enquête publique :
 - 1° Les projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;
 - 2° Les créations de zones de mouillages et d'équipements légers, sauf si cette implantation entraîne un changement substantiel d'utilisation du domaine public maritime conformément au [décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991](#) relatif aux autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime ;
 - 3° Les demandes d'autorisation temporaire mentionnées à l'[article R. 214-23](#) ;
 - 4° Les demandes d'autorisation d'exploitation temporaire d'une installation classée pour la protection de l'environnement mentionnées à l'[article R. 512-37](#) ;
 - 5° Les demandes d'autorisation de création de courte durée d'une installation nucléaire de base mentionnées à l'[article 22 du décret n° 2007-1557](#) du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;
 - 6° Les défrichements mentionnés aux articles [L. 311-1](#) et [L. 312-1](#) du code forestier et les premiers boisements soumis à autorisation en application de l'article [L. 126-1](#) du code rural, lorsqu'ils portent sur une superficie inférieure à 10 hectares.
 - III.-En application du III de l'article L. 123-2, ne sont pas soumises à enquête publique, en raison des besoins et des nécessités de la défense nationale :

- 1° Les installations classées constituant un élément de l'infrastructure militaire et réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale mentionnées à l'article [R. 517-4](#) ;
 - 2° Les demandes d'autorisation relatives aux installations et activités nucléaires intéressant la défense mentionnées à l'article [R. * 1333-37](#) du code de la défense, sauf lorsqu'il en est prévu autrement par les textes les concernant ;
 - 3° Les opérations mentionnées à l'article [R. 123-44](#).
- IV.-Sauf disposition contraire, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les ouvrages ou aménagements auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à la réalisation d'une enquête publique.
- ⇒ **Article R.123-2 du code de l'environnement**
- Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à [l'article L. 123-2](#) font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.
- ⇒ **Article R.123-3 du code de l'environnement**
- I.-Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'une autorité nationale de l'Etat, sauf disposition particulière, l'ouverture et l'organisation de l'enquête sont assurées par le préfet territorialement compétent.
- II.-Lorsque la décision en vue de laquelle l'enquête est requise relève d'un établissement public de l'Etat comportant des échelons territoriaux dont le préfet de région ou de département est le délégué territorial en vertu de [l'article 59-1](#) du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, l'organe exécutif de l'établissement peut déléguer la compétence relative à l'ouverture et à l'organisation de l'enquête à ce préfet.
- III.-Lorsque le projet porte sur le territoire de plusieurs communes, départements ou régions, l'enquête peut être ouverte et organisée par une décision conjointe des autorités compétentes pour ouvrir et organiser l'enquête. Dans ce cas, cette décision désigne l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.
- ⇒ **Article R.123-4 du code de l'environnement**
- Ne peuvent être désignés comme commissaire enquêteur, membre d'une commission d'enquête ou suppléant les personnes intéressées au projet, plan ou programme soit à titre personnel, soit en raison des fonctions qu'elles exercent ou ont exercées depuis moins de cinq ans, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle du projet, plan ou programme soumis à enquête, ou au sein d'associations ou organismes directement concernés par cette opération. Avant sa désignation, chaque commissaire enquêteur, membre d'une commission d'enquête ou suppléant indique au président du tribunal administratif les activités exercées au titre de ses fonctions précédentes ou en cours qui pourraient être jugées incompatibles avec les fonctions de commissaire enquêteur en application de [l'article L. 123-5](#), et signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas d'intérêt personnel au projet, plan ou programme.
- Le manquement à cette règle constitue un motif de radiation de la liste d'aptitude de commissaire enquêteur.
- ⇒ **Article R.123-5 du code de l'environnement**
- L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de [l'article R. 123-8](#).
- Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête qui remplace le titulaire en cas d'empêchement et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.
- Hormis le cas du remplacement d'un titulaire défaillant par un suppléant, le suppléant n'intervient pas dans la conduite de l'enquête ni pour l'élaboration du rapport et des conclusions qui restent de la seule compétence du commissaire enquêteur ou des membres de la commission titulaires.
- Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse à chacun d'entre eux, suppléant (s) compris, une copie du dossier complet soumis à enquête publique et, lorsqu'il est disponible sous cette forme, une copie numérique de ce dossier.

⇒ **Article R.123-6 du code de l'environnement**

- La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf le cas où les dispositions des [articles R. 123-22 ou R. 123-23](#) sont mises en œuvre.
- Toutefois, par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de trente jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.
- Sa décision doit être notifiée à l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. Elle est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les conditions de lieu prévues au II de [l'article R. 123-11](#) ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.
- Lorsqu'il est fait application des dispositions des deux précédents alinéas du présent article, l'accomplissement des formalités prévues à [l'article R. 123-18](#) est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prorogée.

⇒ **Article R.123-7 du code de l'environnement**

- Lorsqu'en application de [l'article L. 123-6](#) une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.
- Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.
- La durée de l'enquête unique ne peut être inférieure à la durée minimale la plus longue prévue par l'une des réglementations.
- L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique, d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.
- L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et aux maîtres d'ouvrage du projet, plan ou programme.

⇒ **Article R.123-8 du code de l'environnement**

- Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.
- Le dossier comprend au moins :
 - 1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement visée au I de [l'article L. 122-1](#) ou au IV de [l'article L. 122-4](#), ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à [l'article L. 121-12](#) du code de l'urbanisme ;
 - 2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;
 - 3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
 - 4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier ;
 - 5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux [articles L. 121-8 à L. 121-15](#), ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

- 6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de [l'article L. 214-3](#), des articles [L. 341-10](#) et [L. 411-2 \(4°\)](#) du code de l'environnement, ou des [articles L. 311-1](#) et [L. 312-1](#) du code forestier.

⇒ **Article R.123-9 du code de l'environnement**

- L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête :
 - 1° L'objet de l'enquête, notamment les caractéristiques principales du projet, plan ou programme, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ;
 - 2° La ou les décisions pouvant être adoptée (s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
 - 3° Le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et de leurs suppléants ;
 - 4° Les lieux, ainsi que les jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet ; en cas de pluralité de lieux d'enquête, l'arrêté désigne parmi eux le siège de l'enquête, où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ;
 - 5° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
 - 6° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
 - 7° La durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
 - 8° L'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;
 - 9° L'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux [articles L. 122-1](#) et [L. 122-7](#) du présent code ou de [l'article L. 121-12](#) du code de l'urbanisme et le lieu où il peut être consulté ;
 - 10° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;
 - 11° L'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
 - 12° Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique.
 - Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

⇒ **Article R.123-10 du code de l'environnement**

- Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter un exemplaire du dossier et présenter ses observations sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

⇒ **Article R.123-11 du code de l'environnement**

- Un avis portant les indications mentionnées à l'article [R. 123-9](#) à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets, plans ou programmes d'importance nationale, cet avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête.
- II.-L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

- Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet. Pour les plans et programmes de niveau départemental ou régional, sont au minimum désignées les préfetures et sous-préfetures.
 - Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.
 - Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un autre département, l'autorité chargée de l'ouverture de l'enquête prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prévues à l'alinéa précédent.
 - L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, lorsque celle-ci dispose d'un site.
 - III.-En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.
 - Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
- ⇒ **Article R.123-12 du code de l'environnement**
- Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.
 - Cette formalité est réputée satisfaite lorsque les conseils municipaux concernés ont été consultés en application des réglementations particulières, ou lorsque est communiquée à la commune l'adresse du site internet où l'intégralité du dossier soumis à enquête peut être téléchargé. Un exemplaire du dossier est adressé à chaque commune qui en fait la demande expresse.
- ⇒ **Article R.123-13 du code de l'environnement**
- Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.
 - Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.
 - En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux [articles R. 123-9 à R. 123-11](#).
 - Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.
- ⇒ **Article R.123-14 du code de l'environnement**
- Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à [l'article L. 123-13](#), le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.
 - Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.
 - Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.
- ⇒ **Article R.123-15 du code de l'environnement**
- Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.
 - Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête en fait mention dans le rapport d'enquête.
- ⇒ **Article R.123-16 du code de l'environnement**
- Dans les conditions prévues à [l'article L. 123-13](#), le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.
- ⇒ **Article R.123-17 du code de l'environnement**

- Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.
 - Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.
 - En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à [l'article R. 123-6](#) pour permettre l'organisation de la réunion publique.
 - A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport de fin d'enquête.
 - Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête avec son rapport de fin d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.
 - Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.
- ⇒ **Article R.123-18 du code de l'environnement**
- A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.
 - Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.
- ⇒ **Article R.123-19 du code de l'environnement**
- Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.
 - Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.
 - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.
 - Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.
 - Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à [l'article L. 123-15](#), une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.
- ⇒ **Article R.123-20 du code de l'environnement**
- A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.
 - Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du

conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

- Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure.
 - Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du tribunal administratif dans un délai d'un mois.
- ⇒ **Article R.123-21 du code de l'environnement**
- L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.
 - Copie du rapport et des conclusions est également adressée à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
 - Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.
- ⇒ **Article R.123-22 du code de l'environnement**
- L'enquête publique poursuivie à la suite d'une suspension autorisée conformément au I de [l'article L. 123-14](#) est menée, si possible, par le même commissaire enquêteur ou la même commission d'enquête. Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation, d'une nouvelle publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à [l'article R. 123-12](#).
 - L'enquête est prolongée d'une durée d'au moins trente jours.
 - Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :
 - 1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme par rapport à sa version initialement soumise à enquête ;
 - 2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou l'évaluation environnementale intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux [articles L. 122-1 et L. 122-7](#) du présent code ou de l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée.
- ⇒ **Article R.123-23 du code de l'environnement**
- Lorsqu'une enquête complémentaire est organisée conformément au II de [l'article L. 123-14](#), elle porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement. L'enquête complémentaire, d'une durée minimale de quinze jours, est ouverte dans les conditions fixées aux [articles R. 123-9 à R. 123-12](#).
 - Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :
 - 1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme par rapport à sa version initialement soumise à enquête ;
 - 2° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact ou l'évaluation environnementale intégrant ces modifications, ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux [articles L. 122-1 et L. 122-7](#) du présent code ou de [l'article L. 121-12](#) du code de l'urbanisme portant sur cette étude d'impact ou cette évaluation environnementale actualisée.
 - L'enquête complémentaire est clôturée dans les conditions prévues à [l'article R. 123-18](#).
 - Dans un délai de quinze jours à compter de la date de clôture de l'enquête complémentaire, le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête joint au rapport principal communiqué au public à l'issue de la première enquête un rapport complémentaire et des conclusions motivées au titre de l'enquête complémentaire. Copies des rapports sont mises conjointement à la disposition du public dans les conditions définies à [l'article R. 123-21](#).
- ⇒ **Article R.123-24 du code de l'environnement**
- Sauf disposition particulière, lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une enquête publique n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête ne soit décidée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête a été organisée. Cette prorogation a une durée de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être

prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet.

- Les commissaires enquêteurs et les membres des commissions d'enquête ont droit à une indemnité, à la charge de la personne responsable du projet, plan ou programme, qui comprend des vacations et le remboursement des frais qu'ils engagent pour l'accomplissement de leur mission.
 - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, du budget et de l'intérieur fixe les modalités de calcul de l'indemnité.
 - Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin qui a désigné le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête, détermine le nombre de vacations allouées au commissaire enquêteur sur la base du nombre d'heures que le commissaire enquêteur déclare avoir consacrées à l'enquête depuis sa nomination jusqu'au rendu du rapport et des conclusions motivées, en tenant compte des difficultés de l'enquête ainsi que de la nature et de la qualité du travail fourni par celui-ci.
 - Il arrête, sur justificatifs, le montant des frais qui seront remboursés au commissaire enquêteur.
 - Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin fixe par ordonnance le montant de l'indemnité. Cette ordonnance est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.
 - Dans le cas d'une commission d'enquête, il appartient au président de la commission de présenter, sous son couvert, le nombre d'heures consacrées à l'enquête et le montant des frais de chacun des membres de la commission, compte tenu du travail effectivement réalisé par chacun d'entre eux.
 - Le commissaire enquêteur dessaisi de l'enquête publique est uniquement remboursé des frais qu'il a engagés.
 - Cette ordonnance est notifiée au commissaire enquêteur, au responsable du projet, plan ou programme, et au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs prévu à [l'article R. 123-26](#).
 - La personne responsable du projet, plan ou programme verse sans délai au fonds d'indemnisation les sommes dues, déduction faite du montant de la provision versée dans les conditions définies à [l'article R. 123-27](#). Le fonds verse les sommes perçues au commissaire enquêteur.
 - Dans un délai de quinze jours suivant la notification, le commissaire enquêteur et la personne responsable du projet, plan ou programme peuvent contester cette ordonnance en formant un recours administratif auprès du président du tribunal administratif concerné. Il constitue un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux, à peine d'irrecevabilité de ce dernier. Le silence gardé sur ce recours administratif pendant plus de quinze jours vaut décision de rejet. La décision issue de ce recours administratif peut être contestée, dans un délai de quinze jours à compter de sa notification, devant la juridiction à laquelle appartient son auteur. La requête est transmise sans délai par le président de la juridiction à un tribunal administratif conformément à un tableau d'attribution arrêté par le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat. Le président de la juridiction à laquelle appartient l'auteur de l'ordonnance est appelé à présenter des observations écrites sur les mérites du recours.
- ⇒ **Article R.123-26 du code de l'environnement**
- *Il est créé un fonds, dénommé fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, chargé de verser à ceux-ci, dans les conditions prévues par le présent chapitre, les indemnités mentionnées à [l'article L. 123-18](#) du présent code et à [l'article R. 11-6-1](#) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.*
 - *La personne responsable du projet, plan ou programme verse au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs les sommes et provisions destinées à couvrir les indemnités qui sont à sa charge en application de ces articles.*
 - *La Caisse des dépôts et consignations assure la gestion comptable et financière du fonds dans les conditions définies par une convention conclue avec l'Etat, représenté par le ministre chargé de l'environnement, et soumise à l'approbation du ministre chargé des finances. Cette convention précise, notamment, les modalités d'approvisionnement, de gestion et de contrôle du fonds.*
- ⇒ **Article R.123-27 du code de l'environnement**
- *Dès la nomination du ou des commissaires enquêteurs, le responsable du projet, plan ou programme verse une provision, dont le montant et le délai de versement sont fixés par le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué à cet effet.*
 - *La personne responsable du projet, plan ou programme peut s'acquitter des obligations résultant de l'alinéa précédent en versant annuellement au fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs un acompte à valoir sur les sommes dues et en attestant, à l'ouverture de chaque enquête effectuée à sa demande, que cet acompte garantit le paiement de celles-ci.*

- *Le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui à cette fin peut, soit au début de l'enquête, soit au cours de celle-ci ou après le dépôt du rapport d'enquête, accorder au commissaire enquêteur, sur sa demande, une allocation provisionnelle. Cette décision ne peut faire l'objet d'aucun recours. L'allocation est versée par le fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs dans la limite des sommes perçues de la personne responsable du projet, plan ou programme.*

3 – FACON DONT L'ENQUETE S'INSERE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

L'enquête publique permet de porter l'opération de transformation du POS en élaboration de PLU à la connaissance du public afin qu'il fasse part de ses observations, notamment sur les registres prévus à cet effet.

La tenue de cette enquête publique s'inscrit dans le cadre de la procédure de transformation du POS en PLU menée par la commune de SAINT POL DE LEON.

Les éléments décrits ci-après permettent de situer la phase de l'enquête publique au sein de la phase administrative.

La commune de SAINT POL DE LEON, par délibération du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2012, a prescrit la révision de son Plan d'Occupation des Sols, en vue de mettre en place un Plan Local d'urbanisme (P.L.U) sur l'ensemble du territoire communal.

La mise en place du P.L.U s'inscrit dans une procédure encadrée par le code de l'urbanisme et qui comporte 2 phases : la phase d'études et de concertation (en bleue) et la phase administrative (en rouge).



4 – LE CONTENU DU DOCUMENTS SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE

Le document P.L.U, soumis à enquête publique comporte les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation (comportant le dossier d'évaluation environnementale)
- Le projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D)
- Les orientations d'Aménagement et de programmation (O.A.P)
- La partie graphique du règlement.
- La partie écrite du règlement.
- Les annexes (servitudes d'utilité publique, zonage d'assainissement collectif, ...).
- Les informations générales.

En outre, conformément aux dispositions des articles L.123-10 du code de l'urbanisme et R.123-8 du code de l'environnement, le dossier d'enquête publique comporte également les pièces suivantes :

- L'ensemble des avis émis sur le projet de PLU par les personnes publiques associées et les diverses personnes publiques consultées,
- L'avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale,
- Une note de présentation du Plan Local d'Urbanisme,
- Le résumé non technique de l'évaluation environnementale,
- L'évaluation environnementale,
- Le bilan de la concertation,

5 – LE BILAN DE LA CONCERTATION

5.1 – Le cadre réglementaire lié à la concertation

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, « *le Plan Local d'urbanisme fait l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées. A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée au II en arrête le bilan.* »

5.2 – Les modalités de la concertation inscrites dans la délibération de prescription

La délibération de prescription de l'élaboration du P.L.U du 03 juillet 2012 comportait les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation fixés par le Conseil Municipal. Il s'agit de :

- ⇒ L'organisation de deux réunions publiques aux différentes étapes charnières de la procédure (une au stade du débat du PADD, une avant l'arrêt du projet de PLU).
- ⇒ Une information de la population au travers du site internet de la ville, des publications municipales, notamment le bulletin périodique, et de la presse quotidienne régionale.
- ⇒ La mise en place d'un cahier d'observations en mairie à compter du lundi 9 juillet 2012 et pendant toute la durée de l'élaboration du projet, aux heures habituelles d'ouverture.
- ⇒ Une permanence d'élus en mairie pour renseigner le public aux heures habituelles d'ouverture.

5.3 – Les actions entreprises en matière de concertation

Les actions entreprises par la commune de SAINT POL DE LEON dans le cadre de la concertation résultant de l'élaboration du P.L.U sont les suivantes :

- ⇒ L'organisation De deux réunions de concertation :
 - Le 23 avril 2013 sur le P.A.D.D.
 - Le 18 novembre 2013 sur le projet règlementaire avant arrêt.
 - ⇒ La mise à disposition sur le site internet de la commune :
 - Des documents de présentation des réunions publiques.
 - Des panneaux d'information présentant le P.O.S, le cadre règlementaire et les orientations du P.A.D.D.
 - Les documents d'études du P.L.U : le projet de zonage.
 - ⇒ La réalisation de nombreuses permanences d'élus et de techniciens du service urbanisme le mercredi matin.
 - ⇒ La mise à disposition d'un registre d'observations, dans le hall de la mairie. A cet effet, les observations consignées dans ce registre ont fait l'objet d'une analyse.
 - ⇒ L'analyse des courriers des particuliers. A ce titre, plus de 30 courriers ont été examinés par le groupe de travail en charge du P.L.U.
 - ⇒ La publication des informations dans le bulletin d'information communal
 - ⇒ La parution dans la presse régionale de publications relatives au P.L.U
-

Extraits des informations relatives au P.L.U dans le bulletin municipal

proposées en location-accession par Armorique Habitat, route de Mespaul. Les travaux imminents devraient être achevés en 2015.

- 12 logements en duplex destinés à la location par Habitat 29, rue Monseigneur de La Marche. Début des travaux prévu en 2015.
- Une résidence seniors composée de 90 appartements (17 T1, 72 T2 et 1 T3) par le Groupe Lamotte - Sésame, rue du Douric. Cette structure offrira des prestations de services : animations, prises de rendez-vous (médecin, coiffeur...), prise en charge du ménage des logements, système d'alerte... Début des travaux prévu fin 1^{er} semestre 2014.
- Un collectif de 48 logements destinés à la location pour les jeunes travailleurs par Habitat 29, rue de la Psalette. Le permis de construire, qui a fait l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, est en attente de jugement.
- Quartier de Créach al Léo. Projet par Habitat 29 de requalification urbaine, résidentialisation des immeubles et amélioration des performances thermiques et énergétiques. Le diagnostic et l'enquête auprès des locataires ont été réalisés. Début des travaux projeté fin 2014.
- Aménagement du haut de la place de l'Evêché. Une étude de faisabilité a été menée. Un appel à projets doit être lancé prochainement pour la construction de 6 maisons de ville qui se situeront entre la rue des Vieilles Ursulines et le jardin public.

Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.)

Le P.L.U. de la commune entre dans sa phase finale. Ce document d'orientation urbaine est projeté pour environ 15 ans.

Il comprend :

- un rapport qui présente la commune et explique les choix communaux, la prise en compte des diverses contraintes et enjeux.
- un Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui présente les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme de la commune.
- des documents graphiques qui précisent les différentes zones du territoire (urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles), et notamment les objectifs d'aménagement tels que, par exemple, l'emplacement de l'aire d'accueil des gens du voyage qui sera situé au nord-ouest de Kerranou, le projet de mise en valeur de la vallée de Pempoul, l'extension de la zone d'activités de Kerranou et de la zone commerciale de Kervent, etc.
- un règlement qui fixe les règles applicables à chaque zone.

Les remarques faites dans le cadre de la concertation publique sont étudiées par le groupe de travail communal. Les planches graphiques du futur document d'urbanisme sont en ligne sur le site de la ville. Un registre d'observations est en permanence à la disposition du public. L'arrêt du P.L.U. est envisagé pour le début du 2^e trimestre prochain, avec une approbation en fin d'année.

L'urbanisme est un ensemble de réglementations qui permet de contrôler l'affectation et l'utilisation des sols. Les dispositions d'urbanisme peuvent individuellement paraître contraignantes mais sans elles quel serait le visage de notre environnement ? Le cadre de vie d'une commune dépend de la qualité de gestion du territoire où chacun a son rôle à jouer. Pour le respect de l'intérêt général, une construction, des travaux ou un aménagement ne doivent pas porter atteinte à la qualité des lieux avoisinants. L'attractivité d'une ville dépend de l'image qu'elle renvoie.

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h. Mercredi sur rendez-vous. 02 98 15 85 06. urbanisme@saintpoldeleon.fr. Les formulaires sont en ligne sur le site de la commune dans la rubrique « vie locale – urbanisme-formulaires »

Vous projetez de faire des petits travaux ? N'oubliez pas de les faire précéder par le dépôt en mairie d'une Déclaration Préalable soumise à autorisation du maire. Prévoir un mois de délai d'instruction pour avoir une réponse, voire deux mois si le projet est dans le périmètre d'un monument historique.

Travaux non exhaustifs soumis à autorisation : abri de jardin, petite extension, modification de toiture, clôture, portail, tous travaux de ravalement, remplacement de menuiseries extérieures (fenêtre, porte, volet...), pose de panneaux solaires ou d'une parabole, changement de destination sans travaux (ex : commerce en logement), toute modification de l'aspect extérieur (ex : mise en peinture des menuiseries, bardage...), piscine...

Le défaut d'autorisation d'urbanisme pour ce type de projet est constitutif d'infraction. Tout manquement relevé fait l'objet d'une demande de régularisation. Dans la mesure où l'infraction se poursuit, un procès verbal est adressé au procureur de la République. Le maire se réserve le droit de demander à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, service liquidateur des taxes d'aménagement, de majorer de 80 % cette dernière à titre d'amende pour infraction aux dispositions d'urbanisme.

Le service urbanisme se tient à votre disposition pour vous conseiller et vous aider dans le montage de votre dossier.

extrait du bulletin municipal

page 9

Révision du Plan d'Occupation des Sols (POS)

Par délibération du 13 décembre 2005, complétée par la délibération du 17 novembre 2010, le conseil municipal de Saint-Pol de Léon avait prescrit la révision du POS et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En raison de l'ancienneté de cette délibération et de l'évolution du contexte réglementaire, le public est informé par délibération du 3 juillet 2012, que le conseil municipal a décidé à l'unanimité de prescrire à nouveau la révision du POS en vue de sa transformation en PLU sur l'ensemble du territoire communal, de définir les objectifs du PLU et les modalités de concertation.

Un cahier d'observations est d'ores et déjà mis en place en mairie depuis le 9 juillet et pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Plan Local d'Urbanisme (PLU) : concertation avec le public

Dans le cadre de la concertation avec le public relative à l'élaboration du PLU, et conformément à la délibération du 3 juillet 2012, une permanence en mairie est assurée au service urbanisme par François Moal, adjoint, et un technicien du service urbanisme, les premiers mercredis du mois, de 10 h à 12 h, soit les 7 novembre et 5 décembre 2012 et le 2 janvier 2013.

Il est rappelé que les remarques et requêtes du public doivent être consignées dans le registre ouvert en mairie. Service urbanisme - 02 98 15 85 06

Edito Pennad-stur



Sans prétention aucune, j'ai plaisir à constater que le visage et l'attractivité de Saint-Pol ont quelque peu évolué ces quatre dernières années. Je salue le travail de mon équipe qui a œuvré dans ce sens. Il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin et poursuivre cette réflexion sur notre avenir dans le sens de l'intérêt général, et ce au-delà de la durée du mandat dont l'équipe municipale est investie.

Pour répondre à cette ambition, la commune va se doter d'un nouvel outil de prospective, de planification et d'aménagement au service d'un mieux-être collectif. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) remplacera le Plan d'Occupation des Sols (POS) et permettra à la commune de se mettre en cohérence avec les dispositions réglementaires, notamment la Loi d'Engagement pour l'Environnement dite Loi Grenelle 2, tout en intégrant les problématiques supra-communales.

Ce document, dont l'élaboration va prendre plusieurs mois, exprimera les objectifs et projets de la collectivité locale en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme à l'horizon de 10 à 20 ans. Il répondra au principe de développement durable dans des objectifs plus lointains que sa propre durée.

Cette élaboration comportera plusieurs étapes de concertation avec la population, notamment deux réunions publiques aux étapes charnières de la procédure, une information au travers du site internet de la ville, des publications municipales et de la presse quotidienne régionale.

A l'issue de cette concertation, j'en présenterai le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU soumis ensuite aux différentes autorités compétentes.

Nicolas Floch

Nicolas FLOCH,
votre maire

Extraits des articles parus dans la presse régionale et traitant du P.L.U

Élaboration du plan local d'urbanisme

Dans le cadre de la concertation avec le public, relative à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU), et conformément à la délibération municipale du 3 juillet 2012, une permanence en mairie sera assurée au service urbanisme par François Moal, adjoint aux travaux, et un technicien

du service urbanisme, les premiers mercredis du mois, de 10 à 12 h à partir du mois d'octobre 2012.

Des informations et explications complémentaires seront données sur l'étude en cours de ce document d'urbanisme. Les remarques et requêtes du public peuvent être consignées

dans le registre ouvert en mairie depuis le 9 juillet 2012. Il n'est pas nécessaire de reformuler les demandes faites par courrier et parvenues en mairie avant le 31 août 2012. Celles-ci ont déjà été prises en compte par le groupe de travail PLU,

■ Révision du POS

Mardi 23 avril, 18 h 30, salle Michel-Colombe. Dans le cadre de l'élaboration du Plan local d'urbanisme, une réunion publique est prévue, sur la présentation des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable.

Le projet d'aménagement fait encore débat au conseil municipal

Depuis 2008

Les premiers débats ont été menés en décembre 2008, novembre 2010, en assemblée municipale, pour établir un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et des changements législatifs obligeant à réviser la première mouture. La question n° 2 du conseil municipal de mercredi soir a de nouveaux suscité de nombreux échanges entre la majorité de Nicolas Roch et les deux groupes d'opposition de Jean-Yves Fendu et Bernard Simon.

être arrêté dans un délai de deux mois à compter de la délibération sur le PADD.

Kerjean change de destination

Le document fait discuté tant compte de la réduction des surfaces à vocation résidentielle (quartier de Crocéch-et-Lao) sur la base de nouveaux besoins fonciers, l'affirmation du volet densification et renouvellement urbain, l'intégration d'un volet bois plus étoffé par la végétalisation, notamment de la vallée de Pempoul, l'introduction de la trame verte et bleue en lien avec le Grenelle II et...

la suppression de la zone d'activité de Kerjean, dédiée aux activités nautiques.

significatifs. Ces espaces ont été répertoriés au PLU et vont être soumis à la consultation auprès des services concernés. Compte tenu que la mission du cabinet Léopold de Morlaix, pour la révision du PLU date de 2006, le conseil accorde à ce prestataire un délai de mission de 16 mois supplémentaires et une augmentation de ses honoraires de 2 000 € HT.

La forme d'abord

Ces échanges ont porté sur un document représentant l'ensemble des décisions et modifications pour l'établissement de ce PADD, jugé « comme brouillon et non document administratif » ou encore « comme simple base de travail à amender sur de nombreuses pages ». « Nous débattons mais nous ne pouvons délibérer sur un tel document. » Le temps compte dans cette affaire : « Le projet de plan local d'urbanisme pourra

Les espaces boisés validés

La commune étant littorale, elle est soumise aux dispositions de la loi du 3 janvier 1986. En conséquence, elle doit consulter la commission départementale de la nature, des paysages, et des sites pour le classement des espaces boisés les plus

Le Padd fixe les aménagements de demain



François Moal, M^l Loïc Pteur et Frédéric Caro à la tribune.

Une quarantaine de personnes se sont intéressées, mardi, dans la salle Michel-Colombe, à la présentation du plan d'aménagement et de développement durable (Padd) fait par Frédéric Caro du cabinet Léopold de Morlaix en présence de M^l Loïc Pteur, avocat, et de François Moal, adjoint à l'urbanisme.

Le Grenelle de l'environnement invite les communes à modérer leur consommation foncière. Depuis 1990, Saint-Pol a grignoté 50 ha pour la construction. Pour respecter une gestion économe de l'espace, les nouvelles constructions seront prioritairement implantées à l'intérieur de zones urbanisées ou à proximité de celles-ci pour prolonger une trame urbaine existante. À l'échéance 2030, Saint-Pol devrait encore avoir besoin d'une quarantaine d'hectares pour 870 nouveaux logements. Sa population serait estimée à 7 700 habitants.

Les orientations sont fixées sur le postulat d'une croissance annuelle de 0,5 % par an. Saint-Pol a pourtant perdu, en 40 ans, une grosse part d'habitants (environ 1 000).

Les explications ont porté sur la préservation de la vocation agricole et de sa filière sur le territoire, en permettant l'implantation d'équipements spécifiques d'intérêt général, le renforcement de l'usage touristique et maritime de la commune, le développement des zones d'activités économiques, dans une logique des spécialisations, la préservation des espaces naturels.